



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU 14 AU 20 NOVEMBRE 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Brèves du 14 au 20 novembre 2022

Politiques économiques

L'inflation stable à 6,9% en octobre

Tout comme en septembre dernier, l'inflation en glissement annuel en octobre s'est établie à 6,9%. Les prix ont progressé en moyenne de 0,7% ce mois-ci, preuve de la persistance de l'inflation en cours. L'évolution mensuelle s'explique en partie par la hausse des prix à la pompe, + 9,2% en un mois. Les dépenses liées au logement sont également en croissance aussi bien du côté des propriétaires + 2,6% du coût de l'emprunt immobilier et +3,6% du montant des impôts fonciers rien que pour ce mois-ci – que des locataires dont les loyers ont progressé de 0,5% en octobre. Seul répit, les prix de l'alimentaire augmentent désormais moins rapidement: +0,2% en octobre. L'inflation annuelle sous-jacente a quant à elle légèrement décro, passant de 6,0% en septembre à 5,8% en octobre. L'augmentation annuelle des salaires, à 5,6%, n'a pas encore rattrapé l'inflation, qui constitue donc toujours une perte de pouvoir d'achat net pour les ménages. La prochaine réunion de la Banque centrale du Canada est prévue le 7 décembre 2022.

Le commerce de gros en légère hausse en septembre

Les ventes en gros ont progressé de 0,1% sur un mois en septembre pour s'établir à 81,8 Md CAD. La hausse est quasiment généralisée, même si elle est plus marquée pour les produits personnels et ménagers (+4,3%) ainsi que pour les produits alimentaires (+1,9%). Sur l'ensemble du troisième trimestre, les ventes sont en hausse de 1,2%, soit la quatrième hausse trimestrielle consécutive. En

glissement annuel, la hausse pour l'ensemble du trimestre est de 13,1%. Les stocks des grossistes sont également en hausse: +1,2% ce mois-ci, pour le huitième mois consécutif. Une hausse qui concerne encore une fois presque l'intégralité des secteurs.

Le ministre O. Alghabra ouvre la porte à une coopération élargie entre les plus grands ports du Canada

Dans un projet de loi déposé par le ministre des Transports canadien à l'appui des chaînes d'approvisionnement du pays, le gouvernement fédéral devrait permettre aux infrastructures portuaires d'unir leur force pour être plus efficaces et plus compétitives sur la scène internationale. Cette décision fait écho à l'appel lancé en juin dernier par les trois principaux ports du Saint-Laurent que sont Montréal, Québec et Trois-Rivières, visant à lever les barrières à la collaboration, en amendant la Loi maritime du Canada. La proposition de loi pourrait ainsi permettre un meilleur partage d'information entre ces ports, voire l'élaboration de stratégies communes, autant de mesures qui font déjà l'objet d'une évaluation par un groupe de travail mis sur pied par les instances des trois ports.

La Nouvelle-Ecosse veut accroître l'immigration francophone à destination de la province

Dans son plan pour la Croissance de la population francophone, la province a annoncé avoir l'intention de dépasser l'objectif fédéral de 4,4% d'immigrants francophones d'ici 2023. La Nouvelle-Ecosse compte 3,6% de francophones d'après le dernier recensement, soit près de 35 000 personnes qui représentent ensemble 0,5% de la population francophone du Canada. Le taux de bilinguisme français-anglais y serait cependant relativement élevé (10,3%), preuve de l'importance de la langue française pour cette province.

Le Pentagone s'apprête à sécuriser ses approvisionnements en minéraux critiques en provenance du Canada

Le sous-sol du Canada, qui regorge de minéraux critiques, représente une opportunité stratégique pour son voisin américain désireux de réduire sa dépendance à la Chine et de sécuriser les chaînes de valeur de produits finis essentiels à l'économie de demain, tels que les batteries électriques. Le Pentagone est ainsi récemment entré en contact avec une vingtaine de sociétés minières canadiennes afin de leur proposer un financement public dans le but de les aider à faire croître une industrie canadienne encore en développement. Le Canada, de son côté, a récemment clarifié sa stratégie vis-à-vis de la Chine en exigeant le départ de trois entreprises chinoises ayant investi dans le lithium.

Entreprises

La faillite de la plateforme de cryptomonnaies FTX et ses conséquences au Canada

L'annonce de la faillite de la plateforme américaine FTX, poids lourd du secteur de l'échange des cryptomonnaies, a ravivé les doutes qui pèsent sur ce secteur depuis près d'un an. Côté canadien, l'exposition des deux plus gros fonds de pension du pays, la CDPQ et l'OTPP, à la plateforme de cryptomonnaies a entraîné quelques pertes. Elles resteraient cependant marginales au regard de la taille des actifs sous gestion. L'impact dans le pays aurait pu être plus sévère puisque la plateforme de cryptomonnaies Bitvo, basée à Calgary, qui devait être rachetée cet automne par FTX, a réussi à échapper *in extremis* à l'opération et ne fait donc pas partie de la procédure de faillite.

La vague de licenciements d'Amazon touchera également le Canada

Le géant du e-commerce, qui emploie 40 000 salariés à travers le Canada, devrait se séparer d'une partie de ses effectifs dans le pays dans le cadre d'un plan de licenciement mondial qui pourrait concerner environ 10 000 personnes, soit moins de 1% de sa masse salariale. A ce stade, l'entreprise n'a pas précisé la répartition par

pays mais le journal *Globe and Mail* a d'ores et déjà répertorié quelques exemples en provenance de l'équipe de développeurs canadiens d'« Alexa ». Les salariés concernés devraient être uniquement ceux qui travaillent dans les divisions appareil, vente de détail et ressources humaines. Cette vague de départs, qui pourrait être la plus importante jamais enregistrée par le groupe, fait écho à celles déjà envisagées ou en cours dans de nombreuses entreprises du secteur de la tech depuis quelques mois, à l'instar de Twitter, Meta, Google, Snapshat et Microsoft. Le champion canadien Shopify avait également déjà dû s'y résoudre cet été, du fait de projections trop optimistes sur l'augmentation du 'e-commerce.

Carbon Engineering, spécialisé dans la capture carbone, reçoit le soutien d'Airbus

Air Canada et Airbus figurent parmi les soutiens financiers de l'entreprise canadienne spécialisée dans la capture du dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère. Carbon Engineering a révélé vouloir déployer une douzaine de ses installations de capture directe à travers les Etats-Unis lors des dix prochaines années. Chaque installation serait capable d'aspirer jusqu'à un million de tonnes de CO2 par an. Pour mémoire, l'aviation civile est responsable de l'émission d'environ 650 millions de tonnes de CO2 chaque année dans le monde. Cette annonce met en lumière une des pistes que le secteur aéronautique devrait poursuivre à court terme pour réduire ses émissions nettes et se mettre sur la voie de la décarbonation. Rappelons qu'au Canada, le ministre fédéral des Transports, O. Alghabra a dévoilé le mois dernier le Plan d'action climatique de l'aviation du Canada visant à travailler en étroite collaboration avec le secteur privé pour que l'industrie aéronautique parvienne à la neutralité carbone en 2050. Celui-ci envisage une autre voie d'action : la conversion rapide aux carburants durables, avec un objectif ambitieux de 10% dès 2030. Le secteur aéronautique s'intéresse également à plus long terme sur l'avènement de l'avion propulsé à l'hydrogène, qui demeure au stade de recherche et dont le premier prototype ne devrait pas sortir d'usine avant 2035.